Elections professionnelles
Un enjeu crucial

Votez CGT, le syndicat qui revendique et qui propose

L'enjeu de ces élections est très important. Dans les mois qui viennent, France Télévisions va connaître une transformation sans précédent. Un véritable Big Bang décidé par le gouvernement et relayé par la direction, qui va avoir des conséquences sur les près de 10000 salariés de l'entreprise, permanents et non permanents.

Saignée sociale

Près de 400 M€ à économiser à l'horizon 2022, c'est plus que toutes les économies que nous subissons depuis 2012, qui ont pourtant déjà conduit à réduire de 10% les effectifs du groupe, avec les conséquences que l'on sait, en particulier sur les conditions de travail.

Nous estimons que ces nouvelles économies pourraient conduire à supprimer près de 2000 postes, soit un quart des effectifs permanents. Par ailleurs, la direction ne cache pas son intention de revoir en profondeur l'Accord collectif de mai 2013, âprement négocié par la CGT pour faire encore plus d'économies sur le dos des salariés.

Révolution numérique

La place du service public dans la révolution numérique est un enjeu capital. FTV doit investir massivement dans ce secteur pour ne pas risquer le décalage avec les usages des citoyens et retrouver les publics qui délaissent les chaines traditionnelles, en particulier les jeunes. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de notre offre de télévision linéaire, que regardent encore des millions de téléspectateurs.

Le virage numérique va entrainer une profonde modification des pratiques et l'apparition de nouveaux métiers. Si la CGT ne s'oppose pas à une évolution maîtrisée des métiers, cela ne veut pas dire polyvalences tous azimuts sans garde-fous. Cela ne peut se faire qu'au travers de projets de développement à travers lesquels les salariés doivent pouvoir être pleinement acteurs de leur évolution professionnelle.

Réforme de l'audiovisuel public

L'Etat pousse les entreprises de l'audiovisuel public à se rapprocher, avec l'idée obsessionnelle de faire des économies. Vu depuis les salons dorés de Bercy ou de la Rue de Valois, l'équation est simple : il n'y a qu'à nous mutualiser pour faire baisser la masse salariale… En réalité, la volonté du gouvernement est de réduire la diversité de l'offre de radio et de télévision pour les citoyens.

> A l'heure où les périls montent de toutes parts, réduire le périmètre et les missions du service public est irresponsable.

Cela a commencé avec l'arrêt de France Ô, le transfert de France 4 sur le web, le projet de déménagement de la station régionale de Paris Île de France Vanves au Siege.

La CGT dénonce ce rétrécissement du bouquet du service public. Nous mènerons le combat pour l'emploi des permanents et non permanents directement visés par ces décisions.

La CGT, le meilleur outil au service des salariés

Emploi, salaire, temps de travail, activité, métiers, service public, les enjeux seront de taille durant les 3 années qui viennent.

La CGT a fait la preuve du sérieux de ses analyses, de sa force de travail, et de sa capacité à faire bouger les lignes dans l'intérêt des salariés.

Paris, le 18 septembre 2018

CGT France télévisions • 7, esplanade Henri de France • Bureau R200 • 75907 Paris cedex 15
cgtgroupe@francetv.fr • www.snrt-cgt-ftv.org • www.snjcgt.fr

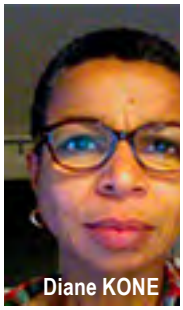
Vos candidats CGT au CSE

Titulaires

Collège 1

Collège 2

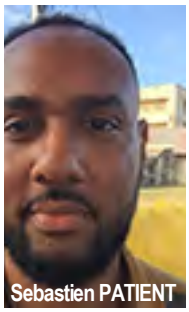
Collège 3



Suppléant

Collège 1

Collège 2



Collège 3

A partir
du 28 septembre,
faites le bon choix,
votez pour celles et ceux
qui revendiquent et qui construisent

CSE de Malakoff

Création d'un CSE à Malakoff

Ces élections revêtent des enjeux fondamentaux pour Malakoff devenu établissement à part entière dans le pôle Outre-mer. En premier lieu, celui de la création du CSE. Cette nouvelle instance devra débattre sur les projets de la direction dans un contexte très difficile. La réforme de l'audiovisuel, a commencé avec le rapport Smadja qui a confirmé l'arrêt de la chaîne France Ô sur la TNT. La suite devrait être dévoilée d'ici la fin d'année et s'annonce périlleuse. Le gouvernement ne manquera pas d'imposer de nouvelles économies à l'audiovisuel public.

Les conséquences de cette politique, au plan stratégique, économique et social devront être débattues au sein du CSE.

Une gestion équitable des activités sociales et culturelles

La création du CSE Malakoff implique une reprise par les futurs élu-e-s des activités sociales et culturelles. Non les salarié·e·s de Malakoff ne seront pas pénalisés, contrairement aux rumeurs, puisque la dotation allouée sera calculée au prorata des effectifs. Si certains d'entre vous doutent de la qualité et de la diversité de l'offre de ce nouveau CSE, nous nous engageons, si vous nous faites confiance, à travailler en bonne intelligence avec le CSE du Siège afin de garantir à Malakoff un niveau de prestation équivalent. Cette collaboration est d'autant plus nécessaire qu'une partie des salariés de Malakoff sera rattachée au CSE du Siège.

L'égalité professionnelle femmes-hommes

La CGT souhaite faire avancer concrètement l'égalité professionnelle femmes hommes dans le site. En effet la photographie des effectifs par genre, transmise à l'occasion de ces élections, a révélé un grave déséquilibre au détriment des femmes puisqu'on décompte, dans le collège 3, 63% d'hommes pour 37% de femmes. La CGT a donc fait le choix de vous proposer une liste où la parité entre les femmes et les hommes est entière.

En avant pour les élections professionnelles

Un nouveau chapitre

Une nouvelle ère s'ouvre pour le site de Malakoff. Dans ce cadre, la CGT s'engage plus que jamais à défendre les salarié·e·s afin de garantir leur avenir professionnel. Les non permanents historiques, au service du site de Malakoff depuis des années et aujourd'hui de plus en plus précarisés, faute d'activité, font partie des premières victimes du plan d'économies. La CGT continuera à combattre les pratiques de l'entreprise en saisissant l'Inspection du travail et en accompagnant les précaires devant les tribunaux pour faire reconnaître leurs droits.

Les Outre-mer au cœur de Malakoff

L'arrêt de la chaîne France Ô exige une réorientation partielle de l'activité du site de Malakoff. Le contexte politique dans lequel nous sommes ne nous est pas favorable. L'Etat veut réduire au maximum les moyens du service public, dans l'éducation, la santé, les transports ou l'énergie. L'audiovisuel public n'échappe pas à cette politique, bien au contraire.

Les salariés de Malakoff devront affirmer leur place dans cette vaste entreprise qui leur tourne pourtant le dos. Compte-tenu d'un nouveau contexte, il va falloir s'imposer coûte que coûte dans la programmation des différentes chaînes, radio et sites web du service public.

France Ô s'arrête mais notre mission principale n'est pas remise en cause : représenter les Outre-mer dans l'Hexagone et travailler pour les territoires ultramarins, alimenter les chaînes nationales et répondre aux besoins de nos confrères des chaînes 1ère…

> A l'heure où le lien social se délite de plus en plus, c'est notre rôle central de service public.

Paris, le 18 septembre 2018